

## **Théâtre sud-africain : le spectre du grand censeur**

Sylvie St-Jacques

Numéro 179 (3), 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96711ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

St-Jacques, S. (2021). Théâtre sud-africain : le spectre du grand censeur. *Jeu*, (179), 74–76.

# Théâtre sud-africain : le spectre du grand censeur

Sylvie St-Jacques

Pays meurtri par la violence d'un régime de ségrégation raciale qui, malgré le passage à la démocratie, a laissé des traumatismes intergénérationnels, l'Afrique du Sud reste profondément marquée par la division du territoire et des êtres, condition dont les complexités humaines ont été maintes fois représentées sur ses scènes. De Nadine Gordimer à Athol Fugard, de John Kani à la néo-Montréalaise Yaël Farber et à Trevor Noah, le théâtre a été — et demeure — un terreau fertile et inspirant pour d'innombrables artistes, un catalyseur politique, un espace de liberté d'expression, un lieu d'affranchissement pour les paroles et les corps opprimés.

Lors du récent Festival ArtFluence, diffusé totalement en ligne par son quartier général — l'Université du KwaZulu-Natal —, les thèmes et les débats lancés par des artistes de la scène sud-africaine reflétaient le *Zeitgeist* qui plane sur le pays de Miriam Makeba en 2021. Réunissant humoristes, poètes, artistes de la performance, de la danse, du web, cet événement voulait mettre en lumière le rôle des arts dans la promotion des droits humains. En évoquant notamment des sujets comme la lutte contre le patriarcat dominant, la liberté d'expression, la posture de l'artiste dans le discours politique, ArtFluence rappelait que la lutte pour la liberté artistique et l'égalité n'est pas terminée en Afrique du Sud, malgré l'implantation de la Charte de la liberté, il y a plus de 25 ans.

Celui qui a prononcé le discours inaugural du Festival, Pieter-Dirk Uys (qu'on désigne communément par ses initiales) a fait de la censure et de la répression une matière brute pour créer et défendre des personnages et des œuvres à teneur politique. PDU, qui continue de signer de fréquents éditoriaux dans la presse sud-africaine sous son nom — et sous celui de son alter ego Evita — a mis sa vie — et même celle de son chat! —

en péril, afin de dénoncer les errances du régime d'hier.

Rencontré dans un jardin du Cap il y a quelques années, l'acteur revenait avec humour et philosophie sur ses années de théâtre de combat. Celui que Nelson Mandela a qualifié de « héros » a raconté comment, durant ses études en théâtre à Londres, dans les années 1970, il a pris conscience des atrocités commises envers les Noirs dans son propre pays, en regardant des documentaires de la BBC. De retour en Afrique du Sud, il a fondé le Space Theatre, bien convaincu que l'humour était la meilleure arme pour engendrer le changement.

« À cette époque, l'Afrique du Sud avait besoin d'un porte-parole pour défendre Mandela emprisonné, le Congrès national africain banni et Winnie torturée », expliquait ce fils d'un père afrikaner et d'une mère juive allemande exilée. Satiriste, polémiste, porté par l'esprit du cabaret berlinois, PDU est aussi célèbre que son alter ego féminin, le personnage d'Evita Bezuidenhout, parodie de la bourgeoisie blanche qui a fermé les yeux sur l'apartheid. En d'autres termes, une sorte de « Karen » avant l'heure...

En plus de se travestir, PDU a révélé sur la scène son homosexualité, illégale pendant les années d'apartheid. Ses premières pièces ont été bannies, il a déjoué les censeurs, subi l'intimidation de la police. « Ils ont même empoisonné mon chat ! Mais ils ne m'ont pas tué. Mandela n'était pas Mugabe ; quand il est sorti de prison, il ne s'est pas transformé en tyran. Pourquoi aurais-je cédé à la peur ? »

## QUAND LA POLICE S'INVITE AU THÉÂTRE

En Afrique du Sud, à l'instar de plusieurs lieux sur la planète en 2021, la question de la censure est un thème hautement inflammable, qui doit forcément être recadré dans son contexte historique, de rappeler l'avocat en droits humains Pierre de Vos, joint à son domicile du Cap : « Le régime de l'apartheid exerçait une censure ancrée dans le christianisme. » Il ajoute que les arts et la culture, tout autant que les rassemblements à teneur politique, étaient aussi la cible du couperet des censeurs.

Pierre de Vos, qui était étudiant pendant la dernière décennie de l'apartheid, a lui-même été témoin d'irruptions spontanées des instances policières, investies de la mission d'appliquer la loi dans les salles de



Vue extérieure du théâtre où Pieter-Dirk Uys crée et présente ses spectacles, dans la ville de Darling (Cap-Occidental). © Sylvie St-Jacques

théâtre et de cinéma présentant des œuvres interdites: «Je me souviens de la sortie de *Cry Freedom*, film sur la vie de Steve Biko<sup>1</sup>. Puisqu'il s'agissait d'une œuvre dite de fiction, elle n'avait pas été bannie. Or, au beau milieu du visionnement, la police a interrompu la séance... »

Au Cap comme à Johannesburg, des lieux comme le Théâtre Fugard et le Market Theatre évoquent le legs des pionniers et pionnières du théâtre de combat d'hier. Autrefois surtout investies par les personnes blanches libérales dont la vie n'était pas aussi menacée, les scènes de ces théâtres sont aujourd'hui de plus en plus foulées par des artistes des groupes ethniques noirs.

«La censure dite culturelle était un peu différente, puisqu'elle visait précisément des artistes qui résistaient à la nature répressive du régime. Dans certains cas, si des pièces ou

1. Stephen Bantu Biko, dit Steve Biko (18 décembre 1946 – 12 septembre 1977), est un militant noir d'Afrique du Sud, une figure importante de la lutte anti-apartheid.

des chansons n'étaient pas en afrikaans mais plutôt dans une langue vernaculaire (xhosa, zoulou...), cela pouvait échapper à l'attention des censeurs», raconte Pierre de Vos, avant de citer en exemple le théâtre militant de PDU: «La police pouvait surgir en plein milieu d'une prestation et l'interrompre.» Il relate également comment certains films, des livres et des chansons étaient interdites sous l'apartheid.

La mixité raciale était aussi *persona non grata* dans l'Afrique du Sud de De Klerk. Et le théâtre ne faisait pas exception à la règle. «Sur le plan légal, il était interdit à une personne noire et à une personne blanche de partager une même scène. Une production d'*Othello* de Shakespeare, par exemple, a fait scandale pour avoir montré un acteur blanc embrassant une actrice noire», se souvient De Vos, qui rapporte que, dans la dernière décennie de l'apartheid, le théâtre de protestation a été un lieu d'expression particulièrement riche pour les voix opprimées.

### LA CONSTITUTION, AU TEMPS DE TWITTER

Si au temps de PDU ou de Miriam Makeba, l'affranchissement des artistes en rupture avec le régime passait plus souvent qu'autrement par un exil pour défendre le peuple, la lutte pour la liberté d'expression artistique, en 2021, se fait beaucoup de l'intérieur. Dans son discours inaugural du Festival ArtFluence, PDU lançait les mots suivants: «Même aujourd'hui, 27 ans après la première élection démocratique, il est difficile de trouver un vaccin contre le racisme en raison de l'émergence quotidienne de nouveaux variants.»

Si la constitution qui a suivi le passage à la démocratie a notamment introduit les concepts de liberté d'expression, de légalisation du mariage gai, de liberté de l'enseignement, la complexité de la réalité sud-africaine d'aujourd'hui brouille les cartes, selon Pierre de Vos, qui a consacré sa carrière à étudier et à défendre les droits humains dans son pays. D'où l'importance du théâtre comme véhicule pour raconter des histoires humaines.

«Un des problèmes accentués par le monde de Donald Trump est que le concept même de liberté d'expression a été vidé de son sens. La présomption que l'expression d'une perspective vient avec une promesse d'accroître la liberté est fautive: il devient maintenant évident que la multiplicité des voix peut créer des répercussions encore pires», pense l'avocat, pour qui la communion rendue possible par le théâtre a le pouvoir de susciter l'empathie, ce que ne favorisent pas les réseaux sociaux. «Quand les personnes restent dans leur boîte, devant Twitter ou dans leur chambre d'écho, ils cessent d'écouter.»

Lors d'une table ronde diffusée en Facebook *live*, dans le cadre du Festival ArtFluence, des artistes contemporains du continent africain partageaient leur expérience de créer des œuvres potentiellement controversées, dans un contexte de persécution des personnes LGBTQ+. Nul doute: la censure du film *Inxeba* (en 2018), qui raconte une histoire d'amour entre deux jeunes hommes xhosa dans un contexte de rituel d'initiation traditionnel, a marqué les esprits.

Lors de la discussion, l'actrice MoMo Matsunyane, par exemple, parlait de la manière dont les artistes sud-africains sont souvent mieux acceptés à l'étranger que dans leur propre pays: «Longtemps, ma grand-mère a refusé d'entendre parler de mon homosexualité. Finalement, elle m'a vue jouer une lesbienne dans une pièce sur la tragédie d'une femme qui meurt en raison de sa sexualité. J'ai été très fière, à ce moment, d'avoir réussi à toucher son cœur tout en déclenchant une conversation importante.»

Les thèmes de la répression artistique, de l'encadrement de la moralité par l'État, et de la censure qui en découle demeurent très actuels dans la pensée intellectuelle sud-africaine. Cependant, si certaines questions et problèmes philosophiques semblent inchangés, le contexte dans lequel ces discussions ont cours est radicalement différent,



Vue extérieure du Théâtre Fugard. ©Sylvie St-Jacques

## LE RIDEAU TOMBE SUR LE THÉÂTRE FUGARD

Triste nouvelle: le Théâtre Fugard a fermé ses portes de façon irrévocable en mars 2021. Emblème du théâtre de la résistance anti-apartheid, scène mythique née de la vision du célèbre dramaturge Athol Fugard, qui a voulu défier la barbarie du racisme en créant un espace où des artistes de tous genres, races et origines pouvaient exprimer leur créativité et leur humanité, cette institution logée dans le quartier District Six de la ville du Cap avait interrompu ses activités un an auparavant, en raison de la pandémie de Covid-19.

«Nous reposons sur les épaules de fantômes.» Le jour de son ouverture, ces mots avaient été prononcés par Fugard lui-même, en guise d'hommage aux déplacés de l'apartheid et à tous et toutes ces artistes disparus qui avaient consacré leur vie et leur art à combattre la ségrégation et la censure par le théâtre.

Dans le milieu du théâtre sud-africain, on associe cette perte immense pour la culture artistique du pays au manque de vision et à l'ingérence du département des arts et de la culture du gouvernement en place depuis 1994. Sur le site du Théâtre Fugard, on peut lire que le bâtiment du théâtre sera désormais la possession du musée District Six et devient la propriété de la communauté du quartier.

tempère Pierre de Vos: «Le problème avec le discours de droit, c'est qu'il est investi d'un désir de pouvoir. En revanche, les histoires humaines ont un effet de persuasion plus significatif.» •

Journaliste depuis 25 ans, **Sylvie St-Jacques** a été chroniqueuse de théâtre au quotidien *La Presse* de 2006 à 2012 et a écrit sur la vie culturelle d'ici et d'ailleurs dans plusieurs médias canadiens. Depuis 2018, elle est chercheuse et chargée de cours à l'Université Queens, en Ontario.